

Les collectifs et associations du Grand Est ainsi que tous les collectifs et associations de citoyens, de soignants, de scientifiques de France qui soutiennent, depuis 2 ans, la démocratie et le système de santé de notre pays, ont décidé de s'adresser à vous pour lancer **un appel à la résistance !**

En effet, notre avenir à tous est en jeu. Tant sur le plan sanitaire, social, climatique, énergétique, économique que diplomatique.

Depuis le début de son quinquennat, Macron lutte contre tous les français !

Pour rappel

- Il a réduit les APL, Il a supprimé l'ISF, il a réprimé les gilets jaunes et nous fermons les yeux.
- Au prétexte d'une crise sanitaire déguisée en pandémie mondiale, le gouvernement a décrété un État d'Urgence Sanitaire le 23 mars 2020 **qui n'existe pas dans la constitution.**

Souvenez-vous

- La chloroquine fut classée substance vénéneuse avant même l'annonce de l'épidémie par Agnès Buzin. **Ceci aurait dû nous alerter TOUS !**
- Les médecins de villes ont été évincés au profit du SAMU. On leur a interdit de visiter, d'examiner et soigner les malades. Pire encore, on a attaqué tous ceux qui le faisaient quand même avec succès. **Ceci aurait dû nous alerter TOUS !**
- On a privé les français de leur liberté de se soigner et d'accéder librement aux soins. **Ceci est sans précédent et aurait dû nous alerter TOUS !**
- On a confiné les biens portants alors que ce sont les malades que l'on isole dans une épidémie. Il fallait même se rédiger un ausweis pour se déplacer sous peine d'amendes. Les masques étaient interdits puis obligatoires. Il n'y avait aucun matériel et des lits d'hôpitaux ont continué à être supprimés par milliers même pendant la crise **Ceci aurait dû nous alerter TOUS !**
- Le décompte des décès quotidiens à la télévision, instaurait angoisse et peur. Des professionnels en conflits d'intérêt répandaient de fausses informations au profit de Big Pharma en attaquant de grands médecins bien plus expérimentés qu'eux. C'est toujours le cas actuellement. Des virologues, des épidémiologistes, des infectiologues et des microbiologistes de renommée mondiale ainsi que des prix Nobel ont été interdits d'antenne. la censure est devenue la norme. L'accusation de «complotisme» a fait son apparition pour empêcher tout débat contradictoire public. **Ceci aurait dû nous alerter TOUS !**

En réalité, l'interdiction de prescrire des traitements précoces a servi à imposer le vaccin comme seule solution.

- L'obligation vaccinale annoncée par le Chef de l'état, entérinée par un parlement aux ordres, a provoqué une déflagration d'une violence et d'une injustice inouïes. Ce fût le coup de grâce pour tous les professionnels déjà très éprouvés ainsi que pour toutes les autres professions impactées.

- Rappelons, que ce chantage d'état, a été décidé sur la base d'études frauduleuses. Il viole également la résolution européenne 2361 du 28 janvier 2021 qui stipule que :
« la vaccination ne devra pas être obligatoire et personne ne devra subir de pression politiques, sociales ou autres pour se faire vacciner, si il ou elle ne souhaite pas le faire personnellement. » et aussi que : **« personne ne devra être victime de discrimination pour ne pas s'être fait vacciné. Que ce soit pour des risques de santé ou pour simple refus. »**
- Alors qu'il a été démontré que les injections ne protègent pas et n'empêchent pas la contamination, tous les professionnels n'ayant pas de schéma vaccinal complet à la date du 15 septembre 2021 ont été suspendus. Pour le public, Ils n'ont pas le droit de subvenir à leurs besoins ni à ceux de leurs familles en acceptant provisoirement un autre travail. Et pour le privé ils n'ont pas de droit au chômage, pas de minima sociaux, alors qu'ils ont tous cotisé comme nous tous.
Et cela ne vous choque pas ?
- Le gouvernement officialise la pratique de la discrimination, restaure le bannissement, la mise à mort sociale et la peine de mort physique, puisqu'une personne qui n'a plus de statut professionnel, ni de revenus, est poussée au suicide par l'isolement la faim.
- Alors que même l'OMS était contre, pour diviser les français et instiller la haine, le gouvernement a imposé un pass sanitaire et plus tard un pass vaccinal, privant ainsi tout citoyen de son droit au consentement libre et éclairé.
 Enfin, depuis le 4 janvier 2022, toutes les personnes non injectées quel que soit leur statut sont sous le coup d'une menace de déchéance de citoyenneté.
- L'industrie pharmaceutique a caché et manipulé les résultats des essais sur les vaccins. On nous cache l'ampleur des effets secondaires et les milliers de décès de personnes saines à la suite des injections. Tout cela pour forcer à un abonnement vaccinal. **Ceci aurait dû nous alerter TOUS !**
- **Pour faire tout cela**, une loi d'urgence sanitaire a été promulguée et prolongée pour permettre au 1^{er} ministre de prendre des décrets. L'Assemblée Nationale et le Sénat, ont été purement et simplement court-circuités au mépris de la démocratie. **C'est une violation de l'état de droit.**

Le ministre de la justice viole lui-même le droit en accusant les personnes non vaccinées d'être des tueurs, comme si elles avaient commis un crime. **C'est gravissime et irresponsable.**

Mais qui sommes-nous devenus ? Que voulons-nous ?

Macron, nous a enfermés, il nous a privés de restaurant, de cinéma, de théâtre, de sport, de travail, il nous a tenu en laisse jusqu'à ce qu'une partie d'entre nous se fasse injecter un produit dont nous ne savons rien. **Qui sommes-nous devenus** pour fermer les yeux ainsi. Nous pensons que cela s'arrêtera un jour, mais nous devons le savoir : ce n'est pas 2, 3, ni 4 doses qui sont précommandées par l'UE, **ce sont 10 doses par habitant donc ça ne va pas s'arrêter tout seul.**

Levons nous, il n'est jamais trop tard pour réagir.

Rappelons-nous qu'après le 12 juillet, un certain nombre de français se sont soumis par anticipation aux injonctions du chef de l'état en allant se faire vacciner. **Les parlementaires ont pu interpréter cette attitude comme un consentement** à la vaccination, mais aussi comme un consentement au pouvoir tyrannique de Macron.

Nous devons empêcher que continue :

- la destruction du système de soin et des services publics
- la casse sociale, la précarisation des emplois, l'appauvrissement généralisé des français
- la transformation des CDI en CDD révisables tous les 4 mois en fonction du schéma vaccinal
- la censure et l'information unique
- la violation du droit et des règles fondamentales de la démocratie
- Nous devons empêcher que n'arrive le tatouage numérique et le contrôle social généralisé

Vous ne nous croyez pas ? Tout ceci était prévu et nous sommes au bord du précipice !

- Mettons fin à la domination du peuple par les banquiers et les lobbies internationaux **et renvoyons la macronie dans l'oubli des égouts de l'histoire d'où elle n'aurait jamais dû sortir.**
- Si le pass vaccinal est temporairement suspendu, l'obligation vaccinale, elle, demeure, même pour les personnes ayant déjà eu 2 doses. Macron a d'ailleurs répondu à une infirmière en pleurs et devant les caméras de TV que cette obligation ne sera pas levée.

Alors engageons nous !

Ne négligeons aucune piste de protestation ! La voix des urnes est la plus pacifiste. **Macron doit vivre une défaite historique le 10 avril.** L'abstention n'est pas une solution.

Nous devons voter pour un candidat

- que l'oligarchie ne veut pas,
- que les lobbies ne veulent pas
- qui refuse la marchandisation de l'être humain

Nous devons voter pour un candidat

- qui a dit non au pass sanitaire et au pass vaccinal
- qui se bat pour que le droit existe encore dans notre pays
- pour un candidat qui ne fait pas de l'écologie un business de plus.

Ensemble, faisons tomber Macron et tous ceux qui ont voté contre la liberté et la démocratie. Attention, ils sont nombreux dans les candidats qui essayent de nous séduire.

Allons voter, le pouvoir est dans les urnes et dans la rue.

Unissons-nous et exprimons notre volonté citoyenne le 10 avril